

Rome déclaration 2024 French version :

## **Au-delà de la rhétorique : Garantir l'ODD 16+ pour les sociétés pacifiques, justes et inclusives**

### **2024 Déclaration de la société civile de Rome sur l'ODD 16+**

*"Ce n'est pas le moment de paniquer ou de perdre espoir. Au contraire, il est temps d'agir collectivement avec une vision et un objectif à long terme".*

#### **Contexte**

L'inclusion de la construction de sociétés plus pacifiques, justes et inclusives et d'institutions réactives a été une réalisation notable pour le secteur de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix. Depuis 2014, la consolidation de la paix et la prévention des conflits ont gagné du terrain, et les donateurs et les responsables politiques, y compris le Secrétaire général de l'ONU, appellent à une augmentation des programmes, des ressources et à une réforme de la prise de décision politique. Cependant, alors qu'il ne reste que six ans avant 2030, il est urgent d'intensifier les engagements transformateurs en vue de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Alors que nous évaluons l'avancement des ODD, et en particulier de l'ODD 16+, il est alarmant de voir à quel point nous sommes loin d'atteindre nos objectifs d'ici 2030.

Les années 2024 et 2025 offrent des opportunités importantes pour les gouvernements d'avancer des politiques et des décisions qui pourraient avoir un effet multiplicateur dans la réalisation de l'ODD 16, construisant des sociétés plus pacifiques, justes et inclusives et des institutions réactives. La conférence de 2024 sur l'ODD 16 gagne en importance avec l'examen thématique de l'ODD 16 en juillet et le Sommet de l'Avenir en septembre, offrant une chance de mettre l'ODD 16+ au premier plan des discussions mondiales et d'exhorter les États membres à prendre de véritables engagements. La prise d'action immédiate est nécessaire pour revoir nos stratégies. Le manque de progrès ces dernières années sert d'avertissement clair. Sans changement rapide et transformateur, nous risquons de compromettre les avancées réalisées jusqu'à présent, d'accroître la vulnérabilité aux crises futures, et de solidifier des trajectoires de développement non durables.

Cette année est un moment crucial pour réévaluer et raviver nos engagements envers l'ODD 16 et son rôle central dans la promotion de sociétés pacifiques, justes et inclusives à l'échelle mondiale, car le paysage mondial reste marqué par des crises difficiles. Les répercussions de la pandémie de COVID-19, amplifiées par la crise climatique et l'insécurité alimentaire croissante, ainsi que par les tensions géopolitiques montantes, exercent une pression sans précédent sur la sécurité internationale et la coopération multilatérale. Les conflits et les tensions qui ne cessent de monter dans le monde entier (Arménie-Azerbaïdjan, Chine-États-Unis, Éthiopie, Haïti, Myanmar, Israël-Palestine, Soudan, Sahel, Russie-Ukraine, risque de guerre au Moyen-Orient et recul de la démocratie dans les pays occidentaux, entre autres) soulignent le besoin urgent d'une action transformatrice. Ces conflits, non seulement, mettent en danger les vies et les moyens de subsistance de millions de personnes, en particulier des enfants, et risquent d'avoir des répercussions à

l'échelle mondiale, mais ils constituent également des obstacles importants à la réalisation de l'objectif de développement durable 16+ et de ses cibles.

La crise persistante sur le flanc oriental de l'UE, en particulier le conflit en Ukraine, se poursuit sans relâche. Malgré les efforts pour résoudre le conflit, aucun terme n'est encore en vue, posant une menace considérable non seulement pour la stabilité régionale, mais aussi pour la paix et la sécurité mondiales. Les répercussions de la guerre en Ukraine ont poussé les populations les plus touchées vers une pénurie alimentaire. De même, le conflit à Gaza et l'escalade des tensions au Moyen-Orient soulignent l'urgence de résoudre les conflits qui minent les droits de l'homme et la protection des civils, impactant non seulement les vies humaines, mais aussi la stabilité économique et mondiale de la région plus large du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Le nombre de morts parmi les travailleurs humanitaires a été sans précédent, avec plus de 196 victimes dans les Territoires Palestiniens Occupés depuis octobre 2023, accompagné d'un taux de mortalité civile de 61%, dépassant même la Seconde Guerre mondiale en termes de pertes civiles. Au cours des six derniers mois, plus d'enfants ont été tués à Gaza que dans tous les conflits mondiaux combinés au cours des quatre dernières années.

### **La nécessité d'une approche compréhensive pour atteindre l'ODD 16**

À la lumière des processus de réconciliation au niveau communautaire et national dans des contextes post-conflit, la responsabilité pour les abus passés est essentielle. Tenir les auteurs des violations des droits de l'homme responsables est fondamental pour les principes de justice et d'État de droit qui sous-tendent l'ODD 16.

En outre, la prolifération des armes (légères et de petit calibre) globalement, combinée aux avancées technologiques constantes des arsenaux, intensifie la gravité des blessures dans les conflits, les activités criminelles et fait accroître la menace pour la paix et la sécurité. La situation actuelle en Haïti souligne le problème urgent du trafic d'armes illicites et l'inefficacité des embargos actuels sur les armes. L'échec de la mise en œuvre des réglementations entrave les efforts d'application de la loi et renforce le contrôle des gangs. Les ramifications et l'ampleur du trafic d'armes s'étendent au-delà des combattants, affectant les civils innocents au milieu de la violence et entravant nos efforts pour atteindre l'ODD 16.1. et 16.2.

Les conflits armés en Ukraine et le conflit israélo-palestinien mettent en évidence le déséquilibre de l'attention de la communauté internationale par rapport à d'autres conflits. Cela démontre une violation évidente des principes humanitaires internationaux, où les ressources devraient être allouées en fonction des besoins plutôt que de la proximité géopolitique. Atteindre les objectifs de l'Agenda 2030 nécessite une attention égale à tous les conflits, assurant une couverture complète et une assistance là où elle est le plus nécessaire.

Il est évident que l'ODD 16 est intrinsèquement lié à d'autres ODD. Lorsque les conflits perturbent la stabilité, ils mettent en péril tout le progrès réalisé. Les conflits et la fragilité entravent la croissance économique, exacerbent la pauvreté et compromettent le bien-être social au-delà des frontières nationales. En outre, les secteurs de la santé, du climat et

d'autres secteurs de développement peuvent accroître la dynamique des conflits qui alimentent l'instabilité et la fragilité. Par conséquent, aborder les conflits de manière globale est essentiel pour réaliser l'Agenda 2030.

De plus, étant donné que la société civile agit comme un pont entre le grand public et le gouvernement, créer un environnement propice pour la société civile pour atteindre l'ODD 16+ n'est pas seulement une nécessité stratégique, mais une condition préalable fondamentale à la réalisation de l'Agenda 2030. S'attaquer aux environnements restrictifs, qu'ils soient légaux, politiques ou économiques, et préserver l'espace opérationnel de la société civile, notamment pour les organisations de base, les organisations communautaires, les défenseurs des droits de l'homme et les médias, sont des étapes indispensables pour s'attaquer à tous les ODD. En outre, le rôle de la société civile s'étend au-delà de son rôle d'intermédiaire entre la société et le gouvernement. La société civile sert de source pour mesurer les progrès des ODD et d'instrument pour tenir les gouvernements responsables de leurs engagements envers les ODD.

Cependant, l'espace réservé à la société civile se rétrécit en raison de lois restrictives, de harcèlement et d'un financement limité. La défense de la liberté des médias est tout aussi cruciale, car les journalistes font face à la violence, à la censure, aux cybermenaces et à la surveillance numérique. Combattre la désinformation et les récits polarisants est impératif pour favoriser la transparence et la cohésion sociale. De plus, il est urgent de remédier au manque de représentation des jeunes, des acteurs locaux et des femmes, et de les inclure dans les processus de prise de décision. La reconnaissance d'un partenariat véritable et engagé entre la société civile, le gouvernement et d'autres parties prenantes, comme exprimé dans la Déclaration de la société civile de Rome sur l'ODD 16+ en 2019, 2021, 2022, et 2023, est essentielle.

Ces dernières années, on a assisté à une régression notable de la démocratie, accompagnée d'une montée de l'autoritarisme et d'une augmentation de la violence. Ces tendances, même dans les démocraties occidentales dites stables, ont de profondes implications pour les sociétés civiles du monde entier, d'autant plus que nombre d'entre elles dépendent du soutien du gouvernement. Parallèlement, dans les pays qui connaissent une fragilité croissante et un recul de la démocratie, les actions visant à s'attaquer aux causes profondes des conflits sont insuffisantes, ce qui entrave les efforts de reconstruction de la cohésion sociale.

De plus, les conflits mondiaux ont eu des répercussions considérables sur le financement des ODD. Malheureusement, les fonds alloués à l'aide humanitaire et au développement sont souvent réaffectés aux dépenses militaires. Cette mauvaise répartition ne fait pas qu'aggraver les efforts de consolidation de la paix, mais elle accroît l'insécurité mondiale. À la fin de l'année 2020, les conflits armés étatiques avaient atteint leur plus haut niveau depuis 1945, avec près de deux milliards de personnes vivant dans des zones de conflit. Rien qu'en 2021, un nombre record de 89 millions de personnes ont été déplacées, alors que les dépenses militaires mondiales dépassaient pour la première fois les 2 000 milliards de dollars. Il est impératif de rééquilibrer ces priorités, en mettant l'accent sur des investissements dans une paix durable plutôt que sur la militarisation.

L'architecture financière mondiale actuelle fait face à des obstacles qui entravent les progrès vers l'Agenda 2030, notamment la crise de la dette mondiale qui affecte de manière disproportionnée les nations en développement. Pour y remédier, une restructuration est nécessaire. Des mesures clés devraient inclure la mise en œuvre de mécanismes de réduction de la dette, l'assurance d'une allocation équitable des ressources et la promotion de processus décisionnels inclusifs.

De plus, il y a un besoin urgent de traiter le sous-investissement dans les systèmes judiciaires, en particulier ceux alignés sur les objectifs de l'ODD 16+. Le retard actuel dans la réalisation de la justice pour tous d'ici 2030 appelle un changement transformateur dans le soutien à la justice par un engagement et un soutien accrus aux systèmes de justice coutumiers et informels. Ces systèmes sont essentiels pour garantir l'état de droit et promouvoir les droits de l'homme. Une attention particulière doit être accordée aux groupes les plus vulnérables et marginalisés.

Le monde a été confronté à une série de crises dans un paysage socio-économique de plus en plus complexe. Les températures record de 2023 ont déclenché des événements climatiques extrêmes, exacerbant les inégalités existantes, tandis que la pandémie de COVID-19 a révélé les faiblesses de la protection sociale. Ces défis, associés à une gouvernance démocratique affaiblie, exigent une action urgente.

## **2024 et au-delà : des temps nouveaux pour l'engagement**

Alors que nous nous rassemblons pour discuter de l'Objectif de Développement Durable (ODD) 16 et de ses implications pour la paix, la justice et des institutions solides, nous devons souligner l'importance d'approches systémiques pour renforcer la justice. Cela implique d'intégrer et de reconnaître les systèmes de justice coutumière et informelle, de prioriser un environnement favorable à la société civile, et de promouvoir la responsabilité pour les abus passés, qui sont des étapes essentielles pour faire avancer l'ODD 16 et bâtir des sociétés résilientes. Avec un focus sur le Forum Politique de Haut Niveau (FPHN) de 2024, ainsi qu'un regard sur le Sommet de l'Avenir en septembre 2024, le Sommet Social Mondial en 2025, et la quatrième Conférence Internationale sur le Financement du Développement en 2025, la Conférence de cette année sur l'ODD 16 servira de cri de ralliement pivot pour un renouveau de l'engagement et une action décisive. Réaffirmons notre dévouement à l'ODD 16 et agissons collectivement pour façonner un monde juste, pacifique et inclusif pour tous. Investir dans l'ODD 16+ est essentiel pour accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et favoriser la confiance entre les individus, les gouvernements et le système multilatéral.

Le Secrétaire général des Nations Unies a lancé l'alerte quant à la rapidité avec laquelle nous atteignons nos objectifs. « *À moins que nous n'agissions maintenant* », souligne-t-il, « *l'Agenda 2030 deviendra une épitaphe pour un monde qui aurait pu exister.* ». La société civile fait écho à cet appel et exhorte les États membres et d'autres parties prenantes à aller au-delà de la rhétorique et des bonnes intentions, et à adopter et mettre en œuvre des engagements concrets et authentiques.

## **Recommandations 2024 pour une action revitalisée sur l'ODD 16+**

### **I. Reconnaître et utiliser l'ODD 16+ comme un catalyseur pour atteindre l'Agenda 2030, répondre aux crises mondiales actuelles et renforcer la résilience face aux crises futures**

En plus d'être un objectif crucial en soi, les liens entre l'ODD 16 et les autres objectifs de l'agenda 2030, tels qu'exprimés dans l'ODD 16+", fournissent un cadre pour s'attaquer aux causes profondes de nombreux défis mondiaux. Les défis pressants en matière de gouvernance et de corruption, le rétrécissement de l'espace civique, le changement climatique, l'inégalité entre les sexes, les droits de l'homme, y compris les violations des droits de l'enfant, la faiblesse des systèmes de protection sociale et la pauvreté, contribuent à l'aggravation de l'instabilité et de la violence. Des solutions à ces défis peuvent être trouvées en actualisant l'ODD 16. La promotion de l'inclusion et la réduction des inégalités sont essentielles pour une paix durable, et un secteur public renforcé doté d'un espace civique adéquat peut créer des conditions propices à l'épanouissement des populations.

#### **Recommandations :**

- Nous appelons les États membres à reconnaître que l'ODD 16 occupe une position fondamentale parmi les autres objectifs de l'Agenda 2030. Offrir des moyens de vivre en sécurité et en paix nécessite la présence d'institutions solides basées sur le respect des droits humains et de l'État de droit, tout en bénéficiant de la transparence et de la bonne gouvernance, car sans paix ni sécurité, il n'y a pas de développement. L'ODD 16 fournit des outils pratiques pour répondre aux besoins et aux aspirations des personnes, reconstruire la confiance et la transparence dans les institutions, et catalyser le progrès à travers l'ensemble des ODD.
- Collaborer avec les gouvernements, la société civile et les bailleurs de fonds pour faire avancer des approches et des politiques centrées sur les personnes. Cela inclut un accès équitable, universel et abordable à la justice par le biais de l'autonomisation juridique. De tels efforts peuvent aider à résoudre les disparités de genre et de jeunesse, à aborder les injustices environnementales, et à donner aux communautés le contrôle de leurs terres et ressources naturelles, entre autres questions interconnectées.
- Sur la base du rapport du Secrétaire général sur le nouvel Agenda pour la paix, nous appelons les États membres à s'engager à élaborer des stratégies nationales de prévention, en mettant particulièrement l'accent sur la nécessité de consulter les communautés locales, la société civile et les institutions locales lors de l'élaboration des stratégies nationales de prévention et des processus de consolidation de la paix pertinents, notamment dans la perspective de l'examen de l'architecture de consolidation de la paix à l'horizon 2025.
- Nous soulignons la nécessité pour les États membres d'intégrer la sensibilité aux conflits dans l'aide humanitaire, le développement, le maintien de la paix et la consolidation de la paix, en veillant à ce que toutes les actions tiennent compte de la dynamique des conflits et du principe "ne pas nuire". Cela nécessite une cohérence politique, en reconnaissant les liens entre l'ODD 16 et, entre autres, la pauvreté (ODD 1), l'éducation (ODD 4), l'égalité des sexes (ODD 5), l'inégalité (ODD 10) et le climat (ODD 13).

## II. Fournir un financement catalytique pour l'ODD 16+ et réparer un système financier mondial brisé

2025 sera une année charnière pour la réforme de l'architecture financière internationale avec la Conférence sur le Financement du Développement. Le manque de financement et d'investissements pour l'ODD 16+ jusqu'à présent a entravé la capacité des gouvernements à progresser à travers l'Agenda 2030. Les réformes des institutions de financement jusqu'à présent n'ont pas réussi à aborder les causes profondes des inégalités à l'intérieur et entre les pays, laissant les sociétés faibles et sans résilience pour faire face aux crises actuelles et futures.

### Recommandations :

- Réduire les dépenses militaires et réallouer les ressources vers l'aide et le financement du développement. Sur le plan du financement, les bailleurs de fonds doivent reconnaître l'importance d'investir dans la prévention des conflits, les efforts de consolidation de la paix et de désarmement pour aborder les causes profondes des conflits et promouvoir une paix durable. À cette fin, nous appelons également les États membres à réserver au moins 10 % de l'ensemble du financement dans les secteurs du développement opérant dans les États fragiles et touchés par des conflits, à intégrer solidement la sensibilité aux conflits et les approches de consolidation de la paix afin que les programmes ne nuisent pas, n'exacerbent pas les conflits, mais les préviennent et les réduisent en veillant à ce que des questions telles que la santé et le climat n'aggravent pas davantage les conflits et la fragilité.
- Nous appelons les États membres à mettre en place un mécanisme de sortie de la dette, un cadre transparent, contraignant et multilatéral pour la résolution des crises de la dette, sous les auspices des Nations unies, qui s'attaque à la dette non soutenable et illégitime et prévoit une restructuration systématique, rapide et équitable de la dette souveraine, y compris l'annulation de la dette dans le cadre d'un processus réunissant tous les créanciers.
- Nous réitérons notre appel de la Déclaration de Rome 2023 pour que les bailleurs de fonds développent et investissent dans un "Fonds mondial ODD 16+ collaboratif entre bailleurs". Cela offrira aux gouvernements et aux bailleurs de fonds, y compris le secteur privé, l'opportunité de se présenter comme des "champions" qui soutiennent littéralement et figurativement l'ODD 16+, tout en fournissant des ressources cruciales pour la société civile et les groupes de base pour promouvoir l'ODD 16+ aux niveaux local et national, ce qui est si nécessaire. Le développement d'un tel fonds sera essentiel pour inverser la tendance de l'ODD 16+ vers une perspective plus positive vers 2030.
- Nous appelons les gouvernements à accroître leur soutien et leurs investissements dans ce domaine, en reconnaissant que la consolidation de la paix est une approche importante, rentable et efficace pour prévenir et gérer les conflits. Cela comprendrait une augmentation du financement direct, ainsi que le maintien et l'augmentation des contributions à divers fonds dédiés aux préoccupations spécifiques de l'ODD 16+, tels que le Fonds de consolidation de la paix de l'ONU, le Fonds d'autonomisation juridique et le Fonds pour la démocratie de l'ONU. Les gouvernements doivent veiller à ce que ces fonds allouent un financement de base accru, un financement à plus long terme et des ressources flexibles aux organisations de base et à l'appui d'initiatives locales au sein des communautés.

- Nous réaffirmons que les États membres doivent mettre en place des mécanismes solides de suivi et de responsabilisation afin de suivre les flux financiers, de mesurer les progrès et de garantir la transparence et la responsabilisation dans l'allocation et l'utilisation des ressources pour l'objectif de développement durable 16+. Nous appelons également à l'amélioration de la collecte de données, des mécanismes d'établissement de rapports et de l'engagement des parties prenantes afin de suivre efficacement le financement des initiatives en faveur de la paix et de la justice. En accordant la priorité à ces priorités de l'ODD 16+ lors de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement, les parties prenantes peuvent mobiliser des ressources, favoriser les partenariats et catalyser l'action en vue de construire des sociétés pacifiques, justes et inclusives pour le développement durable.

### **III. Reconnaissant le rôle indispensable de la société civile pour l'ODD 16+ et l'Agenda 2030, et élargir l'espace civique**

La société civile joue un rôle crucial dans la réalisation de l'Agenda 2030 et de l'ODD 16+ en tant qu'intermédiaire entre la société et le gouvernement. Une société civile forte, robuste et financée peut également renforcer la légitimité et la responsabilité des gouvernements et des institutions. Une plus grande inclusion de la société civile dans les espaces de décision est essentielle pour restaurer la confiance dans les institutions multilatérales. L'engagement avec la société civile est une condition préalable pour que les gouvernements respectent leurs engagements définis par l'ODD 16+. Cela permettra aux gouvernements de ne laisser personne de côté dans la mise en œuvre et la gouvernance. En s'appuyant sur le langage contenu dans l'ODD 16, les citoyens et les représentants de la société civile ont le droit de participer aux affaires publiques, comme le stipule le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (Article 25).

#### **Recommandations**

- Nous appelons les États membres à développer, renforcer et mettre en œuvre des cadres juridiques qui garantissent un environnement favorable aux voix civiques critiques et protègent les défenseurs des droits de l'homme, les militants, les journalistes et les autres personnes qui courent des risques en raison de leur travail.
- Respectant les engagements pris en matière de droits de l'homme, nous appelons les États membres à mettre en place des mécanismes solides de surveillance et de documentation pour recenser les violations des libertés civiles et des droits de l'homme en ligne et hors ligne, y compris les attaques contre les acteurs de la société civile et les organisations de médias, les restrictions illégitimes à la liberté d'expression et à l'accès à l'information, à la réunion et à l'association, ainsi que d'autres formes de répression. Utiliser la recherche et le plaidoyer fondés sur des preuves pour sensibiliser, mobiliser le soutien et pousser à des réformes politiques afin de protéger et d'étendre l'espace civique au niveau mondial.
- Nous appelons les États membres et les Nations unies à favoriser la participation des groupes marginalisés et sous-représentés, notamment les femmes, les enfants

et les jeunes, les personnes âgées, les peuples autochtones, les personnes handicapées, les personnes LGBTQ+ et les minorités ethniques et religieuses, aux processus de prise de décision à tous les niveaux de gouvernance, par le biais d'une approche intersectionnelle, en reconnaissant la diversité de la société civile et au sein de celle-ci.

- Souligner que l'inclusion de la société civile ne doit pas se limiter aux organisations non gouvernementales internationales et mondiales, nous appelons les États membres à inclure les organisations régionales, locales et de base travaillant aux niveaux national et sous-national dans un effort de "transfert de pouvoir" vers un développement plus local et des discussions globales sur la façon de décoloniser le secteur.
- Nous appelons également les États membres à promouvoir l'établissement d'un dialogue structuré et de mécanismes de consultation entre les gouvernements et la société civile à tous les niveaux de gouvernance, en veillant à ce que les organisations de la société civile (OSC) aient des possibilités significatives de contribuer à l'élaboration des politiques, à la mise en œuvre et aux processus de suivi liés à l'ODD 16+. Encourager les gouvernements à s'engager de manière proactive avec les divers acteurs de la société civile, y compris les groupes marginalisés et sous-représentés.

#### **IV. Renforcer les données, le suivi et la responsabilité pour l'ODD 16+**

Il est évident que les engagements des gouvernements et de la communauté internationale en matière de responsabilité envers l'ODD 16+ et l'Agenda 2030 prennent du retard alors que nous franchissons le point médian vers 2030. Les défis et les menaces pour les démocraties et l'espace civique à travers le monde limitent le rôle de la société civile en tant que source pour mesurer les progrès de l'ODD et pour rendre les gouvernements responsables de leurs engagements. Ces défis accrus doivent être relevés par une action politique concrète, en renforçant la responsabilité pour l'Agenda 2030 dans son ensemble et en renforçant les institutions pour protéger l'espace civique et lutter contre la désinformation, la mésinformation et les discours de haine au sein des sociétés.

##### **Recommandations :**

- Nous réitérons notre appel à examiner chaque année l'ODD 16+ lors du Forum politique de haut niveau (FPHN), pour inclure l'ODD 16 dans les rapports d'examen national volontaire (ENV) chaque année, et pour fournir un espace chaque année pour une discussion sur les interconnexions avec les autres objectifs en cours de révision. Cela réaffirme que l'ODD 16 est fortement lié à tous les autres objectifs, conformément à la nature intégrée et indivisible de l'Agenda 2030. Un examen thématique de l'ODD 16 à chaque HLPF à venir aidera également à réaliser la vision universelle de l'Agenda avec une échelle et une ambition qui équilibrent toutes les dimensions du développement durable, en veillant à ce que nous ne laissions aucun pays et personne derrière.
- Nous appelons les gouvernements à garantir que la société civile soit incluse dans les processus d'examen national volontaire (ENV) à tous les stades, y compris dans le suivi des ENV, et par l'utilisation accrue de données générées par la société civile, des données produites par les citoyens et d'autres sources de données "non



officielles". Cela inclut non seulement des points d'entrée pour que ces données soient intégrées dans les systèmes statistiques officiels et dans les processus ENV, mais également un financement supplémentaire pour soutenir la société civile dans la production et la génération de données au sein de leurs propres communautés.

- En partenariat avec la société civile, utiliser les consultations ENV et les espaces comme points d'entrée stratégiques pour un dialogue et une coordination continus autour des prochaines étapes, en particulier au niveau national à travers les plans de développement nationaux, les stratégies, les politiques, les mécanismes de programmation et de budgétisation.
- Organiser et encourager des espaces post-ENV (tels que des ateliers, etc.) pour continuer l'engagement et le suivi des processus ODD, y compris des mécanismes de sensibilisation du public. Cela inclut de garantir la transparence sur l'ensemble des processus d'examen des ODD.
- En partenariat avec les commissions statistiques nationales et la société civile, nous appelons les États membres à mener à bien des efforts complets de collecte de données qui permettent de recueillir des informations ventilées sur les différentes dimensions de l'ODD 16+, en mettant particulièrement l'accent sur les groupes marginalisés et vulnérables tels que les femmes, les enfants, les communautés autochtones et les individus LGBTQ+.
- Promouvez des sources de données non officielles, telles que celles générées par les organisations de la société civile (OSC), les instituts de recherche, le milieu académique, et les citoyens eux-mêmes, car elles jouent un rôle vital en complétant les données officielles. Ces sources peuvent fournir une compréhension plus nuancée des progrès à tous les niveaux et aider à combler les lacunes dans les rapports officiels. Les OSC peuvent plaider pour l'intégration des données non officielles dans les systèmes statistiques nationaux afin d'améliorer la crédibilité et l'inclusivité du suivi des ODD.

#### **V. Mobilisation des engagements pour l'ODD 16+ au Sommet de l'Avenir 2024, à la Conférence de haut niveau sur le Financement du Développement 2025, et au Sommet Social Mondial 2025**

S'appuyant sur les engagements et l'évaluation de l'absence actuelle de progrès dans la mise en œuvre du programme de développement durable lors du sommet de 2023 sur les ODD, le sommet du futur de 2024, la quatrième conférence internationale sur le financement du développement et le sommet social mondial à venir offrent aux gouvernements l'occasion de faire progresser les engagements financiers et politiques nécessaires de toute urgence. Compte tenu des tendances à la baisse, le financement actuel de la consolidation de la paix étant à son niveau le plus bas depuis 15 ans, ce qui contraste fortement avec les investissements militaires, l'urgence d'un financement accru est évidente. En outre, la pandémie de COVID-19 a mis en évidence la nécessité de mécanismes plus diversifiés et plus équitables pour l'engagement de la société civile dans les espaces de prise de décision, et les besoins qui en découlent en matière de sécurité et d'accessibilité numériques, tels que le Pacte mondial pour le numérique. C'est dans cet esprit que nous présentons des recommandations transformatrices et réalisables pour la série de réunions de haut niveau susmentionnée.

#### **Recommandations :**

- Augmenter les engagements financiers pour l'ODD 16+, y compris le financement de la prévention des conflits, de la consolidation de la paix et des efforts de reconstruction post-conflit. Les institutions financières et les donateurs doivent reconnaître l'importance d'investir dans des processus de paix durables, la médiation, et les initiatives de réconciliation pour traiter les causes profondes des conflits et construire des sociétés résilientes, autonomiser les communautés locales, renforcer la cohésion sociale, et accroître la résilience aux chocs et crises, y compris les catastrophes liées au climat et les pandémies.
- Nous appelons les donateurs, les États membres, et le secteur privé à venir à la Conférence sur le Financement du Développement en 2025 avec des engagements politiques concrets pour des changements complets des institutions financières internationales afin d'établir un système plus équitable qui aborde la crise de la dette actuelle rencontrée par de nombreux pays, et promouvoir une fiscalité équitable et lutter contre les flux financiers illicites.
- Nous appelons les gouvernements à augmenter les engagements politiques lors du Pacte pour l'Avenir 2024 et du Sommet de l'Avenir. Dans le but de restaurer la confiance dans les institutions, les États membres doivent souligner l'importance de structures de gouvernance transparentes, responsables et efficaces aux niveaux local, national et international pour garantir des processus de décision inclusifs et promouvoir de bonnes pratiques de gouvernance ; cela nécessite l'inclusion des acteurs de la société civile à tous les niveaux de décision.
- Comme indiqué dans la section 3 de la présente déclaration, nous appelons les gouvernements à inclure de manière significative la société civile en tant que partenaire à tous les stades des processus d'engagement, afin de garantir que tout engagement pris soit centré sur les personnes et réponde aux besoins des citoyens eux-mêmes.
- Nous appelons l'ONU et les États membres à veiller à ce que les modalités de participation au Sommet de l'Avenir 2024, à la Conférence de Financement du Développement 2025, et au Sommet Social Mondial soient aussi inclusives que possible, et que des efforts soient faits pour assurer l'inclusion des voix des pays en développement, ainsi que des groupes marginalisés et vulnérables, et des personnes vivant dans des situations ou des États fragiles et affectés par des conflits.